

Décision du 23 février 2012 fixant la date des élections au comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de Fort-de-France
NOR : JUSB1205356S

Le premier président de la cour d'appel de Fort-de-France,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1877 du 14 décembre 2011 modifiant l'organisation judiciaire en Guyane ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-1878 du 14 décembre 2011 créant la cour d'appel de Cayenne ;

Vu l'arrêté du 11 août 2011 portant organisation du scrutin pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques placés auprès de la Cour de cassation, de chaque cour d'appel, de l'Ecole nationale de la magistrature et de l'Ecole nationale des greffes et fixant les modalités de vote par correspondance ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifiant l'arrêté du 7 juin 2011 relatif à la création d'un comité technique de service déconcentré placé auprès de chaque premier président de cour d'appel.

DÉCIDE

Article 1

La date des élections au personnel au comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de Fort-de-France est fixée au 14 juin 2012.

Article 2

Le premier président de la cour d'appel de Fort-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la justice et des libertés.

Fait le 23 février 2012.

Le premier président de la cour d'appel de
Fort-de-France,

Hervé EXPERT